

Le marché partout ?

Jean-Marie Harribey

Alternatives économiques,
Hors-série, « L'économie de marché », n° 77, 3^e trimestre 2008

Dans la plupart des manuels d'économie et des commentaires courants, l'expression « économie de marché » est tenue pour synonyme de « capitalisme », ou, plus précisément, elle lui est le plus souvent substituée, parce que plus « politiquement correcte ». Cette euphémisation du langage pourrait bien être une forme de fétichisme dissimulant la réalité complexe des rapports sociaux. Or la caractérisation des sociétés modernes comporte un enjeu théorique et politique d'autant plus important que la mondialisation actuelle semble accentuer la tendance à confier la régulation du monde au marché. Deux questions au moins méritent donc d'être élucidées. Sommes-nous dans une « économie de marché » et allons-nous vers une « société de marché » ?

L'économie de marché introuvable

En réponse à la première question, deux éléments peuvent être avancés. Dans l'histoire des sociétés humaines, le marché a existé bien avant le capitalisme, c'est-à-dire avant que la force de travail s'échange généralement contre un salaire monétaire versé par les propriétaires des moyens de production, les « capitalistes ». La coordination marchande de la division du travail entre les humains ou entre les sociétés dépasse celle qui a cours seulement depuis quelques siècles dans le cadre des rapports capitalistes. Sur ce point, les travaux des anthropologues ou des historiens comme Fernand Braudel sont convaincants. De plus, au sein des économies capitalistes elles-mêmes, coexistent plusieurs formes de propriété et de coordination. Celle qui domine est bien sûr la propriété privée, assortie de la recherche du profit, sanctionnée par la « loi du marché » : seul le plus performant survit et se développe. Mais, à côté du secteur marchand, existe un secteur contrôlé par la puissance publique (Etat et collectivités territoriales), assis sur une propriété collective, totale ou partielle, dont la mission est de fournir des services non marchands, produits sans but lucratif : éducation, santé, parfois transports, etc. Existe aussi un secteur, sous des dénominations diverses (économie sociale, solidaire, tiers-secteur...), qui, dans un cadre coopératif ou associatif, produit des biens ou des services au caractère hybride, un peu marchand parce que vendant ses produits, un peu non marchand parce que subventionné par la collectivité. Il est donc difficile dans ces conditions d'assimiler nos économies à des « économies de marché » quand au moins un quart à un tiers de l'activité globale échappe au capital privé et au marché.

Le second élément de réponse à la question de savoir si nous sommes dans une économie de marché fait aujourd'hui l'objet d'un quasi consensus dans toutes les sciences sociales, et même, pour partie, au sein de la théorie économique la plus accrochée à l'idée que la régulation par le marché est la meilleure possible. Aussi bien les marxistes, les keynésiens, les institutionnalistes, les conventionnalistes, que les néoclassiques raisonnables ayant intégré les hypothèses d'incertitude et d'asymétrie d'information admettent qu'il n'existe pas de marché sans institutions et règles l'encadrant, c'est-à-dire sans coordination non marchande : pas de marché sans organisation. Autrement dit, contrairement à une tradition classique remontant au siècle des Lumières et, en économie, à Adam Smith, la société ne naît pas de la

généralisation de contrats marchands noués par des individus isolés, mais c'est au contraire l'organisation sociale qui permet au marché de se former et de jouer son propre rôle de coordination en ajustant les décisions des offreurs aux choix des demandeurs. L'héritage de Smith n'est cependant pas totalement rejeté parce que subsiste une de ses intuitions : le marché révèle et vérifie un processus qui lui est antérieur, celui de la production et des rapports sociaux qui s'y nouent. Karl Marx complètera en montrant que le marché valide le travail socialement nécessaire à la production, c'est-à-dire la valeur engendrée par la force de travail. La loi de la valeur esquissée par l'économie politique classique et achevée par Marx est l'expression de ce cheminement qui va du travail aux prix, en passant par la redistribution, dans l'espace des capitaux, de la plus-value sociale, par le biais des prix de production autour desquels « gravitent » (selon le mot de Smith) les prix de marché.

La société de marché impossible

Reste la seconde question : nous dirigeons-nous vers une « société de marché » ? On pourrait se contenter de la réponse : puisque nous ne sommes pas dans une économie *de* marché mais plutôt dans une économie *avec* un marché, certes dominant, mais pas exclusif, nous ne pouvons pas et ne pourrions jamais être dans une « société de marché ». C'est la conclusion logique du point précédent. Il faut néanmoins y regarder de plus près. Là encore, aidons-nous des faits et de la théorie.

L'histoire du capitalisme est jalonnée d'étapes qui ont conduit à l'élargissement progressif de la sphère monétaire et même marchande. Selon l'expression de Marx, l'accumulation du capital est synonyme du « règne de la marchandise ». La phase actuelle de la mondialisation en est la parfaite illustration : non seulement, l'activité marchande s'est étendue géographiquement à toute la planète, mais des activités de plus en plus nombreuses quittent le domaine domestique ou individuel pour entrer dans celui où dominent la division du travail, l'échange des biens et, surtout, l'échange de la force de travail contre salaire. De plus, sous les coups de boutoir de la déréglementation étatique et des privatisations, des secteurs jusque-là préservés de la concurrence et de l'exigence de rentabilité sont investis par le capital privé : distribution de l'eau, certains services éducatifs ou de santé, transports publics, production et distribution de l'énergie, etc. On observe même que, pour aider à la régulation climatique, après que les normes ont été décidées par l'autorité publique, les mécanismes de marché sont appelés à répartir les quotas d'émissions de carbone, au risque de transformer ceux-ci en nouveaux produits financiers spéculatifs.

Par ailleurs, les systèmes de protection sociale mis en place après la Seconde guerre mondiale sont déclarés obsolètes à cause de l'évolution démographique et de l'impossibilité d'augmenter encore les prélèvements obligatoires. Sont alors vantées les vertus supposées de l'épargne individuelle confiée à des institutions financières (compagnies d'assurance et fonds de pension) miraculeusement préservées de toute influence démographique. La vacuité de cet argument est patente, il s'agit simplement, d'une part, d'élargir le champ de l'accumulation privée en faisant reculer celui de la richesse socialisée, et, d'autre part, de canaliser des liquidités de plus en plus importantes vers les marchés financiers qui en sont avides pour permettre aux principaux acteurs de la finance internationale de participer à la restructuration permanente des groupes industriels, commerciaux et financiers. A la libre circulation des capitaux s'ajoute enfin l'abaissement des barrières douanières qui, dans le cadre du multilatéralisme de l'Organisation mondiale du commerce ou des accords bilatéraux, marque le choix en faveur du libre-échange global.

Le monde va donc plutôt vers plus de marché que vers moins. Pour autant, peut-on en conclure que cette tendance marque l'avènement d'une « société de marché » ? C'est la

question à laquelle avait tenté de répondre Karl Polanyi dans *La Grande transformation* en 1944. Au XIX^e siècle, s'impose l'idée que le marché pourrait être autorégulateur, à partir du constat que l'économie comme activité de production, de répartition et d'échange tend à s'autonomiser par rapport à l'ensemble de la société et à dominer celle-ci. L'économie n'est plus un moyen mais devient une finalité qui n'obéit à d'autres lois que celles de la rationalité de la rentabilité économiques. Elle se « désencastre », c'est-à-dire déborde du lit qui la contenait et qui posait des limites politiques et culturelles à la transformation de l'ensemble des activités sociales en marchandises. Quand le travail, la terre et la monnaie sont insérés dans des rapports de marché, s'épanouit le mythe du libéralisme économique qui voit dans la société une auxiliaire du marché, une résultante de celui-ci : « La société n'existe pas, il n'y a que des individus », disait Margaret Thatcher, poussant jusqu'au bout cette logique. Par une inversion à 180°, ce sont les relations sociales qui sont subordonnées au système économique et enserrées par lui. Selon Polanyi, une économie de marché ne pourrait alors fonctionner que dans une société de marché, où tout serait jugé à l'aune des catégories économiques et orienté par elles.

Mais c'est une utopie mortifère. Si elle se réalisait, cela signifierait la destruction de la société elle-même. La transformation du travail, de la terre et de la monnaie en marchandises ne peut être qu'une « fiction ». En réalité, l'économie s'inscrit toujours dans des rapports sociaux et Polanyi reprend les thèses développées par Marx dans les *Manuscrits de 1844*, qui dénonçait le fétichisme, c'est-à-dire le fait que les rapports sociaux capitalistes prennent la forme « fantastique » de rapports des choses entre elles. Il s'ensuit que la séparation entre les différentes sphères de la société ne peut jamais être totale. Plus encore, à la fin du XIX^e siècle et durant tout le XX^e, se sont construites des institutions de protection de la société contre des forces centrifuges et destructrices : droit du travail, sécurité sociale, gestion de la monnaie. L'Etat « social » aussi appelé « providence » est une tentative de « réencastrement » de l'économie.

Le néolibéralisme fait resurgir aujourd'hui les questions cruciales qui sont au fondement de l'anthropologie. En posant la poursuite de l'accumulation de marchandises et le profit comme finalités ultimes de l'humanité, les politiques néolibérales constituent une nouvelle rupture visant à franchir une nouvelle étape du « désencastrement » de l'économie. C'est ainsi que l'on peut interpréter les assauts contre le droit du travail menés par le patronat européen et les gouvernements de nombreux pays. En essayant de réduire le contrat de travail à un pur contrat marchand, débarrassé des contraintes et des garde-fous apportés par la loi ou les conventions de branches, en instituant une pseudo égalité entre le salarié et l'employeur qui pourraient se séparer par « consentement mutuel », le mythe de la régulation marchande « hors sol », c'est-à-dire « hors contrat social », réapparaît. Mais il ne peut être un absolu définitif. Subsistera toujours, à l'intérieur des sociétés dominées par le capitalisme, cette tension entre deux tendances : le renforcement des prérogatives du marché, expression pudique pour désigner les prétentions au moins-disant collectif de la part des classes sociales en position dominante, et, en sens inverse, l'encadrement nécessaire pour que les formes de domination restent tolérables. Cette tension n'est que l'expression des rapports de forces dans la société qui ne sont jamais fixés une fois pour toutes. La dynamique des sociétés en dépend.

Finalement, traduire l'économie capitaliste mondialisée comme une « économie de marché » est une erreur et, pire, une mystification. Quant à la « société de marché », elle est impossible, mais elle est toujours un risque. Travailler constamment à réduire ce risque, c'est œuvrer afin d'éviter l'émiettement, le délitement et la dissolution des sociétés, c'est agir pour qu'elles soient vivables.

Pour en savoir plus

Attac, *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

Braudel F., *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985.

Harribey J.M., « Homo inhumanus ou La négation du développement comme construit social », in Matagne P. (sous la dir. de), *Le développement durable en questions*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 103-111.

L'Economie politique, « Qu'est-ce que l'économie de marché ? », n° 37, janvier 2008.

Marx K., *Economie et philosophie, Manuscrits parisiens de 1844*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2, 1968.

Polanyi K., *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.

Smith A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991.